



Mapping de l'engagement de la diaspora COMORES

Faits et chiffres

Terminologie : Les Comores appellent leur diaspora "*Comoriens à l'Étranger*", bien que le terme diaspora soit également utilisé dans certains documents.

Droits civiques et politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections
nationales pour les citoyens
résidant à l'étranger³



Transferts



% des transferts de fonds dans le
produit intérieur brut total : **20.78%**
Transferts de fonds (en millions de
dollars US) : **305.58**

Avertissement

Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'UNDESA (2024) et les envois de fonds de la Banque mondiale (2024).

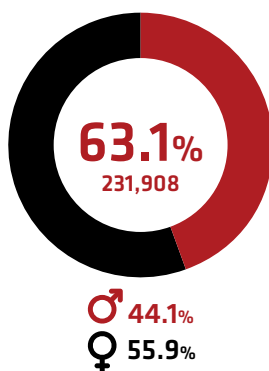
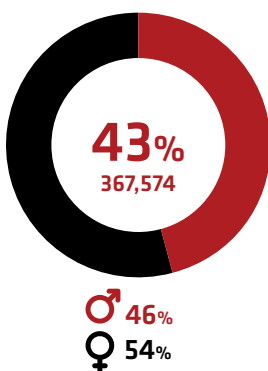
Émigration²



% d'émigrants dans
la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



Principaux pays de destination



France	231,788
Mayotte	111,502
Madagascar	13,199
Libye	4,846
Réunion	2,360

¹ Code de la Nationalité Comorienne, 1979 ; pour une discussion des complexités de la législation comorienne sur la nationalité, voir : <http://www.comores-infos.net/le-droit-de-la-nationalite-aux-comores/> . Depuis 2008, les Comores autorisent exceptionnellement la double nationalité pour les demandes de nationalité dite "économique" des ressortissants étrangers. C'est un point de tension avec la diaspora, car la double nationalité n'est pas autorisée.

² Source : D'après les statistiques de l'UNDESA sur les stocks de migrants. Cela représente probablement une sous-estimation importante, étant donné le nombre de Comoriens de la diaspora ayant d'autres nationalités. L'organisation française FORIM a estimé que la diaspora comorienne en France comprendrait entre 150 000 et 300 000 personnes) en 2014, voir : <https://www.forim.net/sites/default/files/Etude%20sur%20la%20diaspora%20des%20Comores%20en%20France%20par%20CAGF-FORIM.pdf>

³ La Constitution actuelle ne prévoit pas de dispositions relatives au vote de la diaspora lors des élections présidentielles, bien que l'article 66 autorise la représentation de la diaspora à l'Assemblée nationale. Dans les faits, le droit de vote de la diaspora n'est pas exercé.

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2011** ● **Décentralisation pour renforcer la démocratie participative et contribuer au développement local** : L'Union des Comores a adopté une série de lois en 2011 pour permettre une décentralisation plus ample dans le but de renforcer la démocratie participative et les contributions au développement local, y compris par la diaspora.⁴ Ces lois ont permis aux autorités locales des Comores de disposer d'une plus grande autonomie pour établir des projets de co-développement avec les autorités locales d'autres pays. La plupart de ces partenariats ont été établis avec des autorités locales en France.⁵ Bien que ces lois ne fassent pas explicitement référence à la diaspora, elles ont permis une plus grande participation de la diaspora aux activités de co-développement aux Comores.
- 2018** ● **La stratégie pour une croissance accélérée et un développement durable (SCA2D)** contient l'objectif stratégique 6 qui vise à promouvoir le commerce et les services à haute valeur ajoutée (tels que le droit ou les finances) et à créer des emplois décents, notamment dans les TIC. L'un des résultats attendus de cet objectif stratégique est l'optimisation des transferts de la diaspora. Il définit également la coopération décentralisée avec la diaspora comme un moyen de stimuler les économies locales, en s'appuyant sur les changements juridiques mentionnés ci-dessus.⁶ Ce document reconnaît également que l'absence d'une politique des diasporas et de données précises sur la localisation et la composition de la diaspora constitue un obstacle à l'augmentation des flux de transferts de fonds et des investissements des diasporas.⁷
- Le SCA2D envisage également la création d'un fonds d'investissement pour la diaspora comorienne, afin d'augmenter la productivité de leurs contributions financières et de les "canaliser vers des projets productifs", bien qu'il ne fournisse aucun détail sur la manière dont cela sera réalisé.⁸
- 2018** ● La **Constitution des Comores de 2018 (article 16)** stipule que les citoyens comoriens résidant à l'étranger « jouissent des droits, libertés et garanties consacrés par la Constitution, et sont soumis aux devoirs qui y sont établis, sous réserve que cela ne soit pas incompatible avec leur absence du territoire national ».
- 2019** ● **Le Plan Comores 2030 émergent** définit et guide les ambitions de développement du pays. Le plan stratégique détaille les idées clés et les projets à grande échelle qui permettront la transformation structurelle de l'économie. Il fait référence à la diaspora et aux transferts de fonds et appelle à les capitaliser.
- 2023** ● **Le projet de stratégie nationale pour la mobilisation et l'engagement de la diaspora comorienne de 2023** vise à affiner l'approche d'engagement afin d'impliquer la diaspora comorienne d'une façon inclusive dans le développement du pays. Le projet est actuellement en cours de validation au moment de cette mise à jour.⁹

4 Loi sur l'organisation territoriale: 11-006/AU du 2 mai 2011 ; Loi sur la décentralisation : 11-005/AU du 7 avril 2011 ; Loi sur l'organisation des communes: 11-007/AU du 9 avril 2011. Disponible sur le lien suivant: <http://ageriuscabinet.com/web/wp-content/uploads/2017/02/lois-sur-la-d%C3%A9centralisation-du-21-juillet-2011.pdf>. Voir aussi: Abdérémame AHMED KOUDRA (2013), Processus de Décentralisation au Comores, disponible sur le lien suivant : https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cifal_processus_de_decentralisation_au_comores_principes_bilan_et_perspectives_2013.pdf

5 <https://km.ambafrance.org/La-cooperation-decentralisee-en>

6 Ibid.

7 Ibid.

8 Ibid.

9 Selon la réunion Réunion bilatérale EUDiF – Comoros Diaspora Affairs, tenue le 6 mars 2025.

Pratiques

Explorez plus de 520 pratiques par pays, ODD ou secteur d'engagement dans la [base de données interactive](#) ! 

Développer l'engagement de la diaspora aux Comores

Le gouvernement des Comores commence à s'intéresser davantage à l'engagement de la diaspora, et travaille actuellement avec l'OIM pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du gouvernement SCA2D et du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD). L'OIM aide également à la mise en œuvre d'un projet d'engagement de la diaspora qui cherche à mobiliser, entre autres, les ressources humaines de la diaspora (investissements, capital social, capital politique), afin de renforcer les capacités des acteurs nationaux, de favoriser le dialogue et de développer des stratégies multisectorielles pour tirer parti des contributions de la diaspora au développement national.

Le programme de co-développement franco-comorien (FCCP)

Financé par le gouvernement français, le FCCP visait à soutenir les migrants comoriens dans leur engagement pour le développement du pays. Le FCCP a procédé à la première sélection des demandes de subvention de l'appel à projets lors de la réunion de son comité de sélection à Moroni en 2013, avec un cycle ultérieur en 2014. Les projets financés comprenaient des initiatives dans les domaines de l'éducation, de la santé et des entreprises. La priorité a été donnée aux projets conjoints des autorités locales et des groupes de la diaspora afin de permettre la participation des bénéficiaires et un plus grand renforcement des capacités. Cette approche visait à capitaliser sur le processus de décentralisation initié par l'Union des Comores. Les résultats de ce programme ne sont cependant pas clairs.

PAFED : Programme d'appui à la Formation Entrepreneuriale de la Diaspora

L'Agence Africaine de Coopération Économique Internationale (ACEI) propose des sessions étalées sur dix jours, où chaque participant peut étudier différentes notions clés autour de l'investissement, et des questions liées aux réglementations et à la fiscalité.

Stratégie de marketing touristique pour atténuer les effets du COVID-19

Soutenue par le Cadre intégré renforcé (CIR), l'Office national du tourisme (ONT) des Comores a lancé des offres d'écotourisme incluant des activités de plein air, des expériences gastronomiques et des visites culturelles, destinées à la population locale pour mettre en valeur le patrimoine culturel et la protection de l'environnement. Les populations de la diaspora comorienne constituent un marché cible clé de cette stratégie, qui vise à les reconnecter à leur héritage tout en contribuant à la relance économique locale après la pandémie.

Forum du Global Gateway : l'UE et les Comores

L'Union européenne soutient les Comores dans le cadre de la programmation UE 2021-2027 pour la mise en œuvre du Plan Comores Émergentes. L'un des programmes prévus dans cet accord est « Wamanga wa Komor » (Comoriens de la diaspora). Doté d'un budget de 4 millions d'euros, il vise à mobiliser et à soutenir les fonds de la diaspora comorienne en accord avec les priorités nationales de développement. Ses activités comprennent le renforcement de la gouvernance sectorielle, le soutien aux entrepreneurs et investisseurs de la diaspora, en particulier les jeunes et les femmes, la promotion d'initiatives vertes et bleues, et le soutien à la diaspora comorienne pour contribuer au développement local et territorial.

Kom'Back 2025

Kom'Back est un programme gratuit lancé par l'association KomLink d'entrepreneurs comoriens en France. Il vise à soutenir un investissement diasporique productif et durable aux Comores en construisant une communauté de partenaires locaux et internationaux, en fournissant des outils pratiques et des espaces d'échange avec des experts et la diaspora.

Journées de la Diaspora

Organisé par l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat des Comores (UCCIA), l'événement « Journées de la Diaspora » s'est tenu à Moroni en juillet et août 2025 afin de renforcer les liens entre les Comoriens de l'étranger et leur pays d'origine. L'événement a été lancé sous le thème « 50 ans d'engagement de la diaspora comorienne : rétrospective et perspectives » et a accueilli des conférences, des panels, des ateliers et des événements culturels célébrant le rôle stratégique de la diaspora dans le développement national.



Observations

Les sections « observations » et « obstacles » contiennent des informations complémentaires sur le contexte d'engagement de la diaspora qui ne s'inscrivent pas directement dans les autres sections. Elles reposent sur un mélange de revue de la littérature et de commentaires des auteurs. De nouvelles informations y sont intégrées lors des mises à jour annuelles. Les lecteurs sont invités à vérifier la pertinence des informations au moment de la lecture, dans la mesure où le contexte peut avoir évolué.

Ce n'est que ces dernières années que les Comores ont commencé à faire de l'engagement de la diaspora une priorité nationale. Le gouvernement a investi dans des infrastructures telles que des routes et des hôpitaux avec l'aide du gouvernement français et de sa diaspora en France (principalement en ressources humaines et en expertise). Les Comores cherchent également à encourager l'investissement et le tourisme patrimonial de la part de leur diaspora.

En juin 2015, le ministre de l'Intérieur a annoncé la décision reconnaissant que la contribution de la diaspora avait un impact considérable sur l'économie nationale et le développement du pays, et qu'elle devrait en conséquence avoir le droit de vote aux élections comoriennes. Cette décision a toutefois été annulée par la Commission électorale, qui a invoqué des « raisons techniques ». Les appels en faveur du vote de la diaspora se poursuivent, plaidant pour davantage d'opportunités permettant à la diaspora de contribuer au développement du pays.

Obstacles



- **Manque d'intérêt politique et de ressources** : Historiquement, le gouvernement des Comores a manifesté un manque d'intérêt pour sa diaspora, ainsi qu'une insuffisance des ressources allouées à l'engagement de la diaspora, malgré la taille importante de celle-ci par rapport à la population du pays et sa dépendance aux transferts de fonds. Ce manque d'engagement et cette faible priorisation sont attribuables en partie aux divergences politiques aux Comores et au sein de la diaspora.
- **Absence de cadres et de structures d'engagement de la diaspora** : L'élaboration de politiques visant à engager la diaspora comorienne a jusqu'ici été peu développée, et ce n'est qu'au cours de la période 2017-2019 que le gouvernement a commencé à s'intéresser à la mise en place d'un tel cadre. L'absence d'une politique diasporique et de données précises sur la localisation et la composition de la diaspora constituent toujours des obstacles à l'accroissement des flux de transferts de fonds et des investissements de la diaspora.
- **Concentration locale de la diaspora comorienne** : La grande majorité de la diaspora comorienne réside en France et entretient des liens étroits avec des communautés locales d'origine spécifiques. Les contributions de la diaspora comorienne - en argent, en compétences, en temps et en plaidoyer/sensibilisation - tendent à être orientées vers ces communautés locales d'origine, et il peut être difficile de les réorienter vers des programmes nationaux en l'absence de cadres et d'incitations à l'engagement et en raison d'un manque de confiance dans le gouvernement.

Annexe : Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de l'engagement des diasporas à travers le monde grâce à la [typologie de plus de 520 institutions](#)



Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

Les Comores désignent un point focal de la diaspora aux réunions continentales de la Direction des citoyens et de la diaspora de l'UA (AU CIDO).

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

L'Union des Comores a été admise au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) lors de son 37e sommet des chefs d'État et de gouvernement en août 2017. Elle en est ensuite devenue membre à part entière lors du 38e sommet des chefs d'État et de gouvernement en août 2018 à Windhoek en Namibie.

Ligue arabe

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des affaires étrangères et de la coopération

Le ministère des affaires étrangères et de la coopération promeut les intérêts des Comores à l'étranger et est responsable de la diaspora comorienne.

Présidence de l'Union des Comores

- Au niveau local

N/A, bien que les communautés de la diaspora comorienne maintiennent des liens avec leurs communautés d'origine au niveau local et sont plus susceptibles de mobiliser des ressources pour des projets locaux plutôt que nationaux.

Organisations de la diaspora en Europe¹⁰

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora, consultez le « [Qu'est-ce qu'une organisation de la diaspora ? Un guide de référence](#) »



Association Franco-Comorienne pour le Développement et l'Amitié de Mohéli (AFCDAM) humanitaire France

- ☑ **Activités de développement**

L'AFCDAM s'emploie à soutenir l'intégration des Comoriens en France, à promouvoir la culture comorienne, et entreprend également des projets de renforcement des capacités et des dons de matériel médical aux cliniques des Comores.

¹⁰ Il existe plusieurs centaines de petites organisations de la diaspora comorienne basées en France, selon le registre officiel français <https://www.journal-officiel.gouv.fr/>

Association UONI France

L'association a été créée par un groupe d'enseignants-chercheurs issus de la diaspora comorienne basée en Europe et en Amérique. Elle rassemble des membres hautement qualifiés de la diaspora comorienne dans le but global de mobiliser leur expertise pour le développement des Comores. L'association se définit comme un espace d'échange, de réflexion et de propositions, visant notamment à promouvoir et soutenir l'éducation, la recherche et l'innovation, afin d'apporter des solutions locales et novatrices aux multiples crises que traverse le pays. Elle s'engage en particulier à promouvoir l'éducation et à renforcer le système éducatif comorien, considérant que l'éducation est la clé de tout progrès durable."

Fédération Des Associations Comoriennes De France (FACOF)

Activités de développement

La FACOF s'efforce de soutenir la diaspora comorienne en France en matière d'intégration. Elle propose également des formations et des enseignements en France et aux Comores.

Plateforme des Associations Comoriennes de la Seine-Saint-Denis (PFAC) France

Activités de développement

La PFAC est un groupe de coordination des organisations de la diaspora comorienne en Seine-Saint-Denis, France. Il s'emploie à soutenir la diaspora comorienne en France, ainsi qu'à fournir des formations et du matériel médical et éducatif aux Comores.

L'Union des Femmes Comoriennes France

Activités de développement

L'organisation travaille à la promotion des femmes et se bat pour les droits des enfants. Elle fournit également des formations et un soutien humanitaire aux Comores.

Coordination des Associations de la Diaspora Comorienne (DIASCOM) France 2000

La DIASCOM représente une cinquantaine d'organisations de la diaspora comorienne en France. Elle s'efforce de soutenir les Comoriens en France dans leur intégration et de promouvoir la culture comorienne.

KomLink France

KomLink est une association d'entrepreneurs comoriens ayant pour vocation de promouvoir une culture entrepreneuriale et sociale au sein de la diaspora.

Recherche originale :
AFFORD (2020)
Révision et mise à jour :
EUDiF (2026)



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

